

I TRATTATI DEL CONSIGLIO D'EUROPA

24. Convenzione Culturale Europea firmata a Parigi il 19 dicembre 1954.

Storia: questa convenzione (STE n. 18) è stata firmata a Parigi il 19 dicembre 1954, è stata ratificata dall'Italia in base alla legge 19 febbraio 1957 n. 268, è entrata in vigore in Italia il 16 maggio 1957 (comunicato 29 maggio 1957), e vi è ancora in vigore.

Paesi aderenti: Albania, Andorra, Armenia, Austria, Azerbaigian, Belgio, Bielorussia, Bosnia Erzegovina, Bulgaria, Cipro, Croazia, Danimarca, Estonia, Francia, Finlandia, Georgia, Germania, Gran Bretagna, Grecia, Irlanda, Islanda, Italia, Jugoslavia, Lettonia, Liechtenstein, Lituania, Lussemburgo, Macedonia, Malta, Moldova, Monaco, Norvegia, Paesi Bassi, Polonia, Portogallo, Repubblica Ceca, Romania, Russia, San Marino, Santa Sede, Slovacchia, Slovenia, Spagna, Svezia, Svizzera, Turchia, Ucraina, Ungheria.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna italiana. Vedi quelle di Germania, Gran Bretagna, Grecia, Paesi Bassi, Svizzera pubblicate sul sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito del Consiglio d'Europa conventions.coe.int/treaty/EN/cadreprincipal.htm; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

Convention culturelle européenne signée à Paris le 19 décembre 1954.

Les gouvernements signataires de la présente Convention, membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Considérant que le développement de la compréhension mutuelle entre les peuples d'Europe permettrait de progresser vers cet objectif;

Considérant qu'il est souhaitable à ces fins, non seulement de conclure des conventions culturelles bilatérales entre les membres du Conseil, mais encore d'adopter une politique d'action commune visant à sauvegarder la culture européenne et à en encourager le développement;

Ayant résolu de conclure une Convention culturelle européenne générale en vue de favoriser chez les ressortissants de tous les membres du Conseil, et de tels autres Etats européens qui adhèreraient à cette Convention, l'étude des langues, de l'histoire et de la civilisation des autres Parties contractantes, ainsi que de leur civilisation commune,

Sont convenus de ce qui suit :

1. Chaque Partie contractante prendra les mesures propres à sauvegarder son apport au patrimoine culturel commun de l'Europe et à en encourager le développement.

2. Chaque Partie contractante, dans la mesure du possible,

a) encouragera chez ses nationaux l'étude des langues, de l'histoire et de la civilisation des autres Parties contractantes, et offrira à ces dernières sur son territoire des facilités en vue de développer semblables études, et

b) s'efforcera de développer l'étude de sa langue ou de ses langues, de son histoire et de sa civilisation sur le territoire des autres Parties contractantes et d'offrir aux nationaux de ces dernières la possibilité de poursuivre semblables études sur son territoire.

3. Les Parties contractantes se consulteront dans le cadre du Conseil de l'Europe afin de concerter leur action en vue du développement des activités culturelles d'intérêt européen.

4. Chaque Partie contractante devra, dans la mesure du possible, faciliter la circulation et l'échange des personnes ainsi que des objets de valeur culturelle aux fins d'application des articles 2 et 3.

5. Chaque Partie contractante considèrera les objets présentant une valeur culturelle européenne qui se trouveront placés sous son contrôle comme faisant partie

intégrante du patrimoine culturel commun de l'Europe, prendra les mesures nécessaires pour les sauvegarder et en facilitera l'accès.

6. 1. Les propositions relatives à l'application des dispositions de la présente Convention et les questions concernant son interprétation seront examinées lors des réunions du Comité des experts culturels du Conseil de l'Europe.

2. Tout Etat non membre du Conseil de l'Europe, ayant adhéré à la présente Convention conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 9, pourra déléguer un ou plusieurs représentants aux réunions prévues au paragraphe précédent.

3. Les conclusions adoptées au cours des réunions prévues au paragraphe premier du présent article seront soumises sous forme de recommandations au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, à moins qu'il ne s'agisse de décisions relevant de la compétence du Comité des experts culturels concernant des matières d'un caractère administratif qui n'entraînent pas de dépenses supplémentaires.

4. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe communiquera aux membres du Conseil, ainsi qu'au gouvernement de tout Etat ayant adhéré à la présente Convention, toute décision y relative qui pourrait être prise par le Comité des Ministres ou par le Comité des experts culturels.

5. Chaque Partie contractante notifiera en temps voulu au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute mesure qu'elle aura pu prendre touchant l'application des dispositions de la présente Convention à la suite des décisions du Comité des Ministres ou du Comité des experts culturels.

6. Dans le cas où certaines propositions relatives à l'application de la présente Convention n'intéresseraient qu'un nombre limité de Parties contractantes, l'examen de ces propositions pourrait être poursuivi conformément aux dispositions de l'article 7 pourvu que leur réalisation n'entraîne pas de dépenses pour le Conseil de l'Europe.

7. Si, en vue d'atteindre les buts de la présente Convention, deux Parties contractantes, ou plus, désirent organiser au siège du Conseil de l'Europe des rencontres autres que celles prévues au paragraphe premier de l'article 6, le Secrétaire Général du Conseil leur prêtera toute l'aide administrative nécessaire.

8. Aucune disposition de la présente Convention ne devra être regardée comme susceptible d'affecter

a) les dispositions de toute convention culturelle bilatérale dont l'une des Parties contractantes serait déjà signataire ou de rendre moins souhaitable la conclusion ultérieure d'une telle convention par l'une des Parties contractantes; ou

b) l'obligation, pour toute personne, de se soumettre aux lois et règlements en vigueur sur le territoire d'une Partie contractante en ce qui concerne l'entrée, le séjour et le départ des étrangers.

9. 1) La présente Convention est ouverte à la signature des membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2) Dès que trois gouvernements signataires auront déposé leur instrument de ratification, la présente Convention entrera en vigueur pour ces gouvernements.

3) Pour tout gouvernement signataire qui la ratifiera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur dès le dépôt de l'instrument de ratification.

4) Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra décider, à l'unanimité, d'inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat européen non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention. Tout Etat ayant reçu cette invitation pourra donner son adhésion en déposant son instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe; l'adhésion prendra effet dès la réception dudit instrument.

5) Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les membres du Conseil ainsi qu'aux Etats adhérents le dépôt de tous les instruments de ratification et d'adhésion.

10. Toute Partie contractante pourra spécifier les territoires auxquels les dispositions de la présente Convention s'appliqueront en adressant au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une déclaration qui sera communiquée par ce dernier à toutes les autres Parties contractantes.

11. Passé un délai de cinq ans à dater de son entrée en vigueur, la présente Convention pourra à tout moment être dénoncée par chacune des Parties contractantes. Cette dénonciation se fera par voie de notification écrite adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en avisera les autres Parties contractantes.

2) Cette dénonciation prendra effet pour la Partie contractante intéressée six mois après la date de sa réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

b) Testo inglese.

European Cultural Convention. Done in Paris on December 19th, 1954.

The governments signatory hereto, being members of the Council of Europe,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members for the purpose, among others, of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage;

Considering that the achievement of this aim would be furthered by a greater understanding of one another among the peoples of Europe;

Considering that for these purposes it is desirable not only to conclude bilateral cultural conventions between members of the Council but also to pursue a policy of common action designed to safeguard and encourage the development of European culture;

Having resolved to conclude a general European Cultural Convention designed to foster among the nationals of all members, and of such other European States as may accede thereto, the study of the languages, history and civilisation of the others and of the civilisation which is common to them all,

Have agreed as follows:

1. Each Contracting Party shall take appropriate measures to safeguard and to encourage the development of its national contribution to the common cultural heritage of Europe.

2. Each Contracting Party shall, insofar as may be possible,

a) encourage the study by its own nationals of the languages, history and civilisation of the other Contracting Parties and grant facilities to those Parties to promote such studies in its territory, and

b) endeavour to promote the study of its language or languages, history and civilisation in the territory of the other Contracting Parties and grant facilities to the nationals of those Parties to pursue such studies in its territory.

3. The Contracting Parties shall consult with one another within the framework of the Council of Europe with a view to concerted action in promoting cultural activities of European interest.

4. Each Contracting Party shall, insofar as may be possible, facilitate the movement and exchange of persons as well as of objects of cultural value so that Articles 2 and 3 may be implemented.

5. Each Contracting Party shall regard the objects of European cultural value placed under its control as integral parts of the common cultural heritage of Europe, shall take appropriate measures to safeguard them and shall ensure reasonable access thereto.

6. 1. Proposals for the application of the provisions of the present Convention and questions relating to the interpretation thereof shall be considered at meetings of the Committee of Cultural Experts of the Council of Europe.

2. Any State not a member of the Council of Europe which has acceded to the present Convention in accordance with the provisions of paragraph 4 of Article 9 may appoint a representative or representatives to participate in the meetings provided for in the preceding paragraph.

3. The conclusions reached at the meetings provided for in paragraph 1 of this article shall be submitted in the form of recommendations to the Committee of Ministers of the Council of Europe, unless they are decisions which are within the competence of the Committee of Cultural Experts as relating to matters of an administrative nature which do not entail additional expenditure.

4. The Secretary General of the Council of Europe shall communicate to the members of the Council and to the government of any State which has acceded to the present Convention any decisions relevant thereto which may be taken by the Committee of Ministers or by the Committee of Cultural Experts.

5. Each Contracting Party shall notify the Secretary General of the Council of Europe in due course of any action which may be taken by it for the application of the provisions of the present Convention consequent on the decisions of the Committee of Ministers or of the Committee of Cultural Experts.

6. In the event of certain proposals for the application of the present Convention being found to interest only a limited number of the Contracting Parties, such proposals may be further considered in accordance with the provisions of Article 7, provided that their implementation entails no expenditure by the Council of Europe.

7. If, in order to further the aims of the present Convention, two or more Contracting Parties desire to arrange meetings at the seat of the Council of Europe other

than those specified in paragraph 1 of Article 6, the Secretary General of the Council shall afford them such administrative assistance as they may require.

8. Nothing in the present Convention shall be deemed to affect

a. the provisions of any existing bilateral cultural convention to which any of the Contracting Parties may be signatory or to render less desirable the conclusion of any further such convention by any of the Contracting Parties, or

b. the obligation of any person to comply with the laws and regulations in force in the territory of any Contracting Party concerning the entry, residence and departure of foreigners.

9. 1. The present Convention shall be open to the signature of the members of the Council of Europe. It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

2. As soon as three signatory governments have deposited their instruments of ratification, the present Convention shall enter into force as between those governments.

3. With respect to each signatory government ratifying subsequently, the Convention shall enter into force on the date of deposit of its instrument of ratification.

4. The Committee of Ministers of the Council of Europe may decide, by a unanimous vote, to invite, upon such terms and conditions as it deems appropriate, any European State which is not a member of the Council to accede to the present Convention. Any State so invited may accede by depositing its instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe. Such accession shall take effect on the date of receipt of the said instrument.

5. The Secretary General of the Council of Europe shall notify all members of the Council and any acceding States of the deposit of all instruments of ratification and accession.

10. Any Contracting Party may specify the territories to which the provisions of the present Convention shall apply by addressing to the Secretary General of the Council of Europe a declaration which shall be communicated by the latter to all the other Contracting Parties.

11. Any Contracting Party may denounce the present Convention at any time after it has been in force for a period of five years by means of a notification in writing addressed to the Secretary General of the Council of Europe, who shall inform the other Contracting Parties.

Such denunciation shall take effect for the Contracting Party concerned six months after the date on which it is received by the Secretary General of the Council of Europe.